

Génocide au Rwanda : Macron peine à solder le contentieux avec Kigali

AFP, 3 avril 2019

Le président français sera le grand absent dimanche des cérémonies pour le 25e anniversaire du génocide au Rwanda : la réconciliation qui s'esquissait devra attendre, prisonnière d'une mémoire toujours divisée sur le rôle de la France durant cette page très sombre.

Convié très officiellement par son homologue rwandais Paul Kagame, Emmanuel Macron a finalement décliné l'invitation en invoquant des problèmes d'agenda.

Il a ainsi pris de court tous ceux qui escomptaient un geste fort de sa part sur ce sujet qui alimente toutes les passions, alors qu'il avait donné des gages très concrets d'apaisement à Kigali depuis son élection.

« *Il n'a pas osé aller au bout de sa démarche* », analyse François Gaulme, chercheur à l'Institut français de relations internationales (Ifri).

Depuis 25 ans, Paul Kagame, qui mit fin au génocide des Tutsi en s'emparant de Kigali en juillet 1994, accuse la France de complicité envers le régime hutu alors en place.

Le président François Mitterrand est accusé d'avoir, entre 1990 et 1994, pris le parti des Hutus face à la rébellion tutsi de Kagame, soutenue par l'Ouganda, par crainte d'une expansion de la sphère d'influence anglosaxonne. Et d'avoir ensuite tardé - comme l'ensemble de la communauté internationale - à réaliser l'ampleur des massacres (au moins 800.000 morts entre avril et juillet) et à s'interposer pour protéger les Tutsi traqués.

En France même, la mémoire paraît irréconciliable entre ceux - responsables politiques et militaires de

l'époque - qui crient à l'ignominie face aux accusations de complicité et les historiens qui pointent les zones d'ombre et non-dits de la politique française au Rwanda.

M. Macron, qui met volontiers en avant sa jeunesse pour invoquer une nouvelle ère dans les relations entre l'ex-puissance coloniale française et le continent africain, semble avoir été rattrapé par cette équation impossible.